

4 Septembre 1937

L'abonné à l'édition N° 1 reçoit avec ce numéro LA PETITE ILLUSTRATION contenant
L'ECURIE WATSON, comédie en trois actes de Terence Rattigan, adaptée par Pierre Fresnay et Maurice Sachs.

95^e ANNÉE

N° 4931

L'ILLUSTRATION

4
SEPTEMBRE
1937

LOUIS BASCHET, Codirecteur.

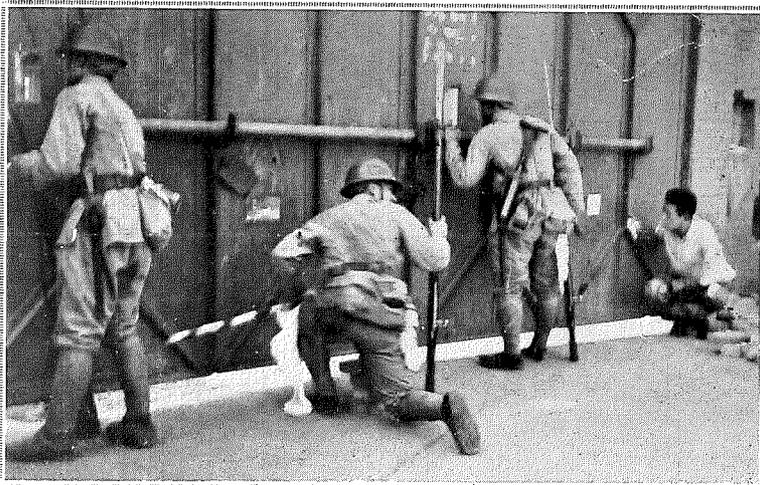
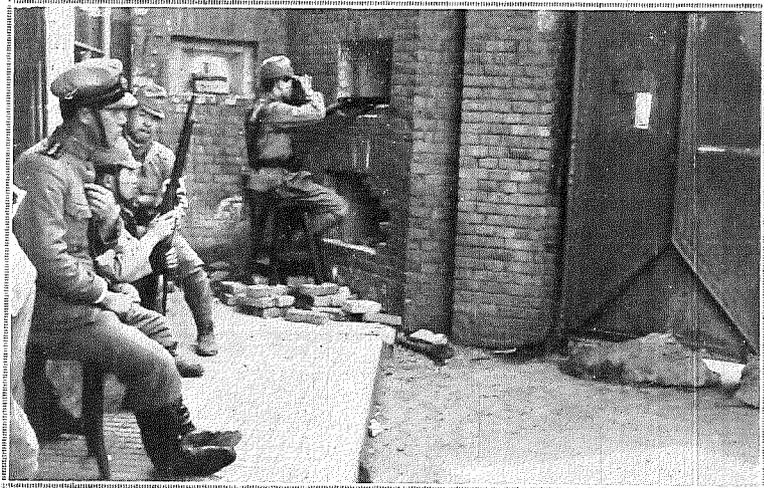
RENÉ BASCHET, Directeur.

GASTON SORBETS, Rédacteur en chef.



APRÈS LA REDDITION DE SANTANDER : L'ENTRÉE DANS LA VILLE DES PREMIERS ÉLÉMENTS D'INFANTRIE
ET DES CHARS D'ASSAUT NATIONALISTES

Photographies Keystone. — Voir l'article et les autres images pages 6 et 7.



Les postes japonais en position derrière les portes de fer de leur concession à Tientsin au moment des attaques chinoises.

INCERTITUDES DU CONFLIT SINO-JAPONAIS

par LUDOVIC NAUDEAU

Quiconque jugerait la lutte sino-japonaise d'après les notions qui avaient cours jusqu'à une époque toute récente exprimerait la certitude d'un triomphe des Japonais. Le manque d'unité de la Chine, la vénalité bien connue de certains gouverneurs de provinces et l'état encore embryonnaire des préparatifs militaires de ce pays le rendent incapable, à première vue, de résister longtemps à l'armée des insulaires. Ceux-ci forment en Extrême-Orient, ne l'oublions jamais, une puissance comparable à ce que sont, mais en Europe, la France ou l'Allemagne.

Cependant, tout évolue, les événements se transforment, un changement continu s'opère dans la mentalité des Asiatiques. Et nous recevons de certains vieux résidents en Chine et au Japon des informations nouvelles qui seraient peut-être de nature à nous rendre moins sûrs.

Des Anglais viennent d'effectuer pendant plusieurs mois d'immenses parcours en Chine ; ils rapportent cette impression que, stimulée par l'agression japonaise, une œuvre très rapide d'unification s'accomplit dans les diverses régions du vaste empire. Jusque dans cette lointaine province du Kouangsi qui est voisine de notre Indochine, dans une petite cité fort éloignée de toute voie ferrée, ils ont rencontré deux maréchaux qui, six mois auparavant, étant entrés en lutte avec le gouvernement de Nankin, avaient eu à combattre les forces de Chang Kai Chek. Or, qu'ont dit ces « seigneurs de guerre » ? Ils ont dit qu'un pays envahi n'a pas à faire de marchandage ; il lui faut à tout prix résister à l'offensive des Japonais et mettre un terme à leurs prétentions insupportables. Il y a un an et demi, la Chine paraissait de nouveau menacée d'une immense guerre civile ; aujourd'hui, plusieurs voyageurs constatent qu'elle se coordonne mieux que ce ne fut jamais le cas à aucune époque de son histoire. Pour la première fois on aurait l'impression qu'un esprit public commencerait à se former dans le monde chinois.

En diverses villes de la Chine on a observé des démonstrations faites par les enfants des écoles ; on a vu des bandes de soldats manifester, demander à combattre ; des étudiants se sont astreints à ne pas manger pendant toute une journée afin qu'un peu plus d'argent pût être mis à la disposition de ceux qui organisent la défense nationale. Dans certaines cités, de grandes cartes murales indignent aux passants les provinces de la Chine qui ont déjà été violées et conquises par la force japonaise. Des peintures de propagande font apparaître les armées des insulaires franchissant la Grande Muraille et d'autres montrent des fantassins japonais passant au fil de la baïonnette de paisibles fermiers chinois.

Le Japon est, à ma connaissance, un pays remarquablement policé, nullement sanguinaire ; il est incontestable que, pendant la guerre de Mandchourie de 1904-1905, les Japonais, soucieux de se faire considérer, en tout, comme des

civilisés, se sont abstenus, je l'affirme, de commettre la moindre atrocité.

Mais, si j'en erois M. Harrisson Brown, qui publie le récit de ses expériences actuelles en Chine dans la *Contemporary Review*, les Japonais se gênaient beaucoup moins quand ils sont en lutte avec un peuple de leur propre race, parmi ces multitudes chinoises où ils pensent n'avoir rien à ménager. Je laisse à cet auteur la responsabilité de ses récits effrayants.

M. Harrisson dit s'être entretenu personnellement avec toutes sortes de Chinois échappés à des massacres ou racontant les tortures qu'ils avaient eux-mêmes subies. A Tientsin, qui est déjà virtuellement, dit-il, une cité japonaise, plus de 300 cadavres furent récemment tirés de la rivière en deux jours seulement. C'étaient là, paraît-il, les restes de jeunes coolies chinois qui avaient été employés par les Japonais à construire des fortifications secrètes. Ils avaient été, par la suite, noyés en masse pour que rien ne transpirât jamais de l'œuvre à laquelle ils avaient pris part. Les morts ne parlent pas. « Je n'exagère rien, précise notre auteur, et je suis certain que l'Occident ne voudra pas admettre comme véridique la moitié seulement des récits épouvantables qui ne font que relater les souffrances infligées à la population chinoise par les envahisseurs. »

Que faut-il croire ? Il est bien vrai qu'au seizième siècle, sous la conduite du grand Hideyoshi, les Japonais, guerroyant sur le continent, coupèrent en une seule séance, puis essorillèrent 38.700 têtes de Chinois. Salées, les oreilles des vaincus furent envoyées à Kyoto où l'on peut voir encore aujourd'hui le *mimi-zuka*, le monticule où ces organes furent enterrés. Mais il s'agit là d'une histoire du seizième siècle, et il faut nous rappeler que nous-mêmes, à l'époque

de nos guerres de Religion, nous n'avions pas non plus la main très douce.

Quoi qu'il en soit, il semblerait que la persécution japonaise produise, cette fois-ci, en Chine, un effet de stimulation patriotique auquel on n'aurait pas pu s'attendre. Néophytes du patriotisme, les Chinois de la classe la plus basse vont maintenant jusqu'à vouloir acquérir des connaissances. Depuis peu d'années, on a introduit en Chine des signes graphiques nouveaux : ils simplifient énormément les anciens idéogrammes de cette écriture chinoise dont l'étude complète absorbait la vie entière d'un humain. Des millions de personnes auraient déjà appris à lire et à écrire en pratiquant ce nouveau système, beaucoup plus accessible. C'est une révolution. On voit, dans les grandes villes, jusqu'à des traîneurs de voitures à bras attendre leur tour, à la porte des écoles, pour parvenir à recevoir leur part du nouvel enseignement. L'avidité avec laquelle le peuple chinois réclame maintenant un peu d'instruction pourrait être comparée à ce qu'on vit se produire en Russie durant les premières années de la révolution.

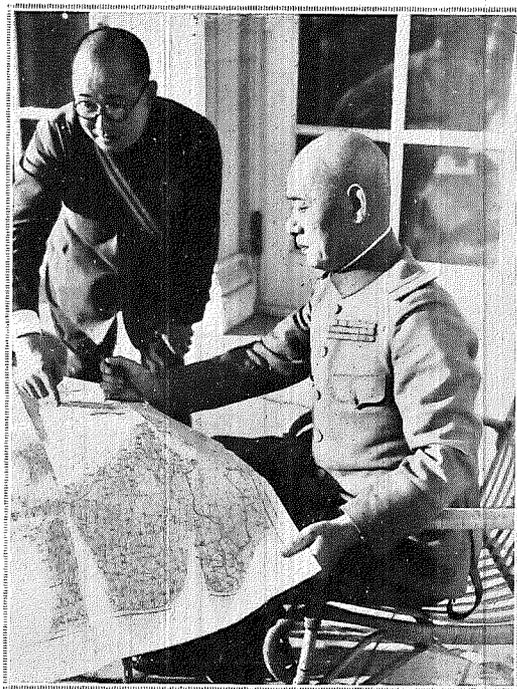
tous ces Chinois ne désirent pas apprendre à lire afin de pouvoir se gorger de poésies. Leur zèle est une réaction contre l'arrogance de l'ennemi. Ils veulent s'instruire pour se rendre plus capables d'égaliser à cet égard les Japonais et d'apprendre plus facilement l'art de les expulser de la Chine.

Et cet immense mouvement de participation populaire, s'il dure, est précisément ce que le Japon pouvait avoir le plus à craindre. Un soulèvement patriotique dans un peuple de 450 millions d'âmes serait bien plus dangereux pour l'armée japonaise qu'une série de batailles rangées où, grâce à son organisation supérieure, elle serait assurée de vaincre aisément.

D'ailleurs, la comparaison des forces en présence n'est pas si facile à faire qu'on se l'imagine au premier abord. On n'évalue, il est vrai, qu'à une demi-douzaine le nombre des bonnes divisions chinoises formées par la mission militaire allemande de Nankin. Il y a, derrière elles, une douzaine d'autres divisions moins bien constituées, moins bien équipées. Mais, tout compte fait, il y aurait en Chine 2.500.000 hommes pouvant être considérés, tant bien que mal, comme des soldats ; beaucoup sont mal armés, il est vrai, mais, néanmoins susceptibles d'amélioration, ils serviraient à combler les vides faits par les premières batailles.

D'autre part, l'armée active japonaise compte dix-sept divisions, c'est-à-dire approximativement 250.000 hommes. De ceux-ci, plus de la moitié sont déjà sur le continent asiatique, ce qui veut dire qu'une guerre se généralisant en Chine obligerait les Japonais à mobiliser de nombreuses classes de réservistes, quand ce ne serait que pour maintenir leurs immenses lignes de communication et pour garantir leur sécurité en Corée et en Mandchourie.

Car il faut bien se dire que la Corée et la Mandchourie ne sont nullement des provinces entièrement pacifiées. Les Coréens, j'ai là-dessus des souvenirs personnels, exècrent les Japonais. Ils saisiraient avec joie toute occasion de les surprendre en flagrant délit de faiblesse. En Mandchourie, les Japonais, depuis des années,



Le lieutenant général japonais Kiyoshi Kashii suivant les opérations sur la carte.

son régime impérial, on n'exclut pas entièrement la possibilité de déboires l'assaillant en Chine et le conduisant à une période de chaos et de guerre civile. N'essayons pas de prophétiser.

UNE ALLUSION A NOTRE INDOCHINE

Un grand journal anglais explique, avec un parfait sang-froid, que Chang Kai Chek se retirerait au besoin indéfiniment devant les envahisseurs. Les obligeant à allonger leurs lignes de communication, il leur ferait courir les risques d'une seconde retraite de Moscou. Si le grand chef chinois, ajoute-t-on, se sentait pressé et bloqué partout, il s'enfoncerait jusque dans la province du Yunnan où il trouverait accès à l'Indochine française; de même que, dans le Nord, il serait en liaison avec la Mongolie extérieure qui est sous la direction de la Russie. Beaucoup de personnes en France souhaiteraient vivement que ces rêveries ne prennent jamais corps. Si Chang Kai Chek ne comptait plus que sur notre Indochine pour se relier au monde extérieur, cela nous réserverait de beaux jours! Rappelons-nous la présence de la flotte russe de l'amiral Rojestvensky dans les baies indochinoises pendant la guerre de Mandchourie en 1905 et la grande colère des Japonais à cet égard.

LUDOVIC NAUDEAU.

LA GUERRE DE CHINE

Le général Chang Chi Toung, qui commande les forces chinoises dans la région de Changhaï, déclarait récemment aux journalistes étrangers :

« Cette guerre est la première vraie guerre entre la Chine et le Japon. Elle sera longue : un, deux, trois ans peut-être. Mais le temps travaille pour la Chine, qui est certaine d'obtenir la victoire finale. »

Ce qui tout au moins est certain, c'est que le « conflit sino-japonais » est bien devenu, aujourd'hui, une guerre dont le développement s'élargit sans cesse. Malgré tout, cette guerre n'est pas encore déclarée et les relations diplomatiques entre Nankin et Tokio ne sont pas rompues. C'est que la Chine, membre de la Société des Nations dont le Japon s'est retiré, veut conserver, sur le plan international, l'avantage moral de l'Etat victime d'une agression. Le Yuan législatif de Nankin s'est donc contenté de proclamer, le 18 août, la « mobilisation nationale ». Quant au Japon, sa constitution l'oblige à un délai de trois semaines pour une convocation du parlement en session extraordinaire. C'est donc seulement le 3 septembre que la Diète a pu se réunir pour voter les énormes crédits nécessaires à des hostilités qu'il appartient au mikado de rendre officielles. En attendant, tout se passe comme si elles l'étaient déjà depuis plus d'un mois.

Présentement, il y a deux fronts de bataille : celui du Nord et celui de Changhaï. Celui du Nord a pour centre Pékin et Tientsin, que les Japonais occupent depuis les 29 et 30 juillet. L'armée nipponne, grossie par de continus renforts, doit dépasser aujourd'hui 100.000 hommes. Solidement retranchée en un espace restreint, elle surveille les voies ferrées montant du sud vers Pékin et Tientsin et qui sont les axes de marche des divisions chinoises — 80, dit-on — que Chang Kai Chek achemine vers le Hopei, à savoir : la ligne Nankin-Soutcheou-Tsinan-Tientsin, à l'est ; la ligne Hankeou-Pékin, au centre ; la ligne partant de Tai Yuan Fou, capitale du Chan Si, et se raccordant à la ligne Hankeou-Pékin, à l'ouest.

Les Japonais n'ont d'ailleurs pas seulement à se défendre contre les attaques venant du sud : une menace sérieuse était dirigée contre eux du nord-ouest par les troupes chinoises du Sui Yuan, disposant elles aussi d'une voie ferrée : celle de Sui Yuan à Pékin. Prenant l'offensive, ils ont remporté une première victoire dans la passe de Nankeou, le 24 août. En même temps une autre colonne, venant du nord, c'est-à-dire du Tchahar, progressait jusqu'à Kalgan, que les Chinois ont abandonné. Les deux colonnes — celle de Nankeou et celle de Kalgan — ont opéré leur jonction le 23 août.

Ce front du Nord est celui dont on parle le moins, car il n'intéresse pas aussi directement les puissances que les combats sous Changhaï. C'est lui, pourtant, qui a la plus grande importance stratégique et qui semble destiné à voir les batailles d'où dépendra le sort de la lutte.

Quant au front de Changhaï, il a été créé par les événements eux-mêmes, à la suite du meurtre du lieutenant de vaisseau japonais Oyama et du

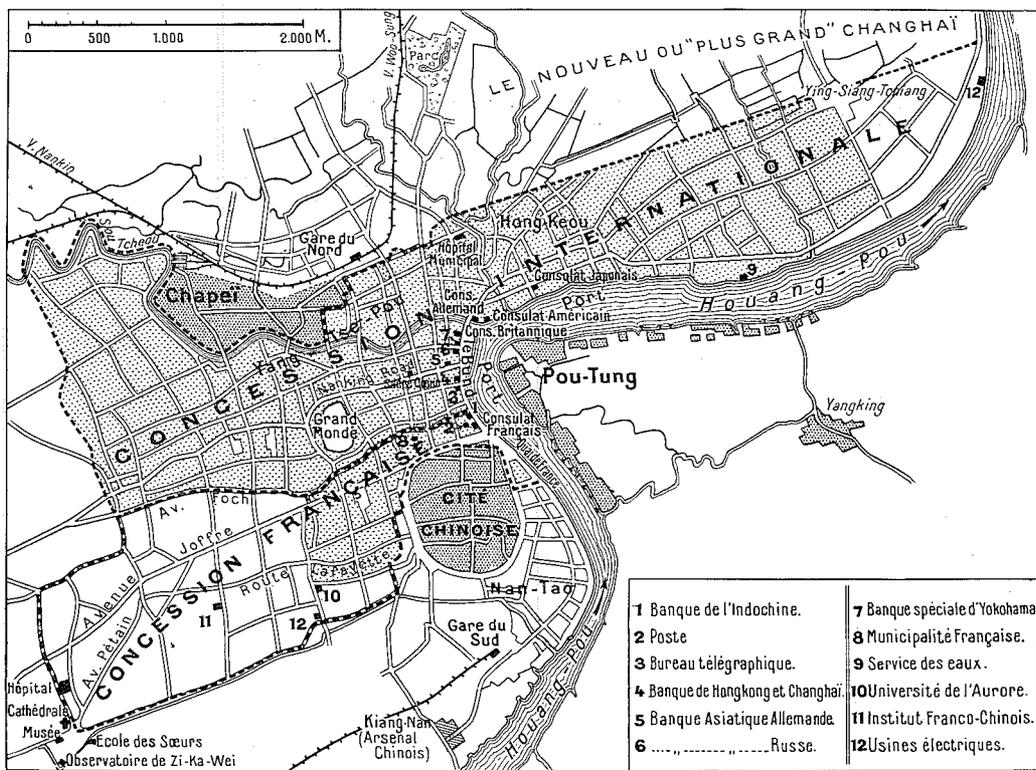
fusilier marin Saito, tués le 9 août, par des soldats chinois, près d'un aéroport, dans des circonstances qui n'ont pas été élucidées et qui ont fait l'objet d'interminables contestations. Jusque-là les unités légères des escadres japonaises s'étaient bornées à protéger dans les ports chinois l'évacuation des résidents nippons, à Swatow, Foutcheou, Amoy, Canton, Changhaï, Tsingtao, ainsi que le débarquement des divisions de l'armée de terre, à Takou, port de Tientsin. Mais, aussitôt après le nouvel incident et le refus des réparations exigées par le gouvernement de Tokio, vingt-sept bateaux de guerre japonais remontèrent le Houang Pou ayant à leur bord 8.000 à 9.000 fusiliers marins prêts à débarquer. On sait les faits dramatiques qui en résultèrent. La flotte japonaise, concentrée dans un étroit espace, offrait une proie tentante aux escadrilles de l'air, mais aussi l'occasion de tragiques erreurs, comme le bombardement du 14 août sur la concession internationale.

Les jours suivants, la situation fut angoissante, et la grande cité eut lamentablement à pâtir des combats qui se livraient à ses abords et surtout des raids aériens. Les Japonais, très inférieurs en nombre, commencèrent à avoir le dessous, mais, au prix de difficultés et de sacrifices considérables, ils réussirent à débarquer de 70.000 à 80.000 hom-

faits ne se renouveleront pas. Les Chinois, du reste, ne sont pas exempts, eux non plus, de pareilles méprises : le 30 août, quatre de leurs avions, croyant avoir à faire à un transport de troupes, ont bombardé le paquebot américain *Président Hoover*, faisant plusieurs blessés.

Un autre événement auquel les puissances n'ont pu se montrer indifférentes est le blocus des côtes chinoises que le commandant en chef de la troisième escadre japonaise a proclamé à partir du 25 août. Ce blocus, devant toute déclaration de guerre elle-même, se présente dans des conditions assez singulières. Sans doute le gouvernement de Tokio a-t-il fait connaître que les navires étrangers ne sont pas visés par lui et ne pourront être saisis, confisqués ou contraints à modifier leur route, mais il se réserve le droit de les arraisonner. Cette prétention a contribué à accentuer contre le Japon un courant d'opinion défavorable, notamment aux Etats-Unis.

Enfin, la guerre sino-japonaise met en jeu l'attitude de la Russie soviétique. D'aucuns affirment que, si la Chine manifeste aujourd'hui à l'égard du Japon une activité hostile qui contraste avec sa longue tolérance, c'est qu'elle est poussée et soutenue en sous-main par les Soviets. On incrimine la propagande du Komintern, qui l'aurait



Le moderne Changhaï.

mes en aval de Changhaï et la période critique paraît avoir cessé pour eux.

Changhaï est l'entrée qui mène droit au cœur de la Chine et c'est par son port que passent les trois quarts du commerce chinois. Mais c'est aussi une ville internationale, et, si les Japonais s'en assuraient le contrôle, ils lésaient les intérêts des puissances autant que des Chinois. Voilà pourquoi l'Angleterre, se basant d'ailleurs sur les traités, a pris l'initiative de proposer la neutralisation de la zone de Changhaï et son évacuation par les belligérants des deux partis. Ses efforts n'ont pas abouti. Les Japonais entendent conserver les avantages d'une position chèrement achetée, et les Chinois escomptent profiter des complications que l'action militaire japonaise peut faire surgir avec les étrangers.

Ces complications ne se sont pas fait attendre. Le 26 août, l'ambassadeur de Grande-Bretagne, sir Hugh Knatchbull Hugessen, qui se rendait en automobile de Nankin à Changhaï, a été grièvement blessé, à 80 kilomètres à l'ouest de Changhaï, par deux avions japonais qui ont mitraillé et bombardé sa voiture. L'émotion provoquée a été considérable et une protestation diplomatique a été adressée à Tokio par le gouvernement britannique. La note, assez longue et conçue d'une façon très ferme, établit en détail les circonstances de l'« accident » et en dégage la signification : les aviateurs japonais ne voulaient évidemment pas s'en prendre à l'ambassadeur personnellement, mais ils ne pouvaient avoir de doutes sur la qualité de non-combattants de ceux qu'ils attaquaient. Le gouvernement britannique n'a pas demandé de compensation pécuniaire, mais il exige des excuses formelles, la punition des responsables et une assurance des autorités japonaises que de pareils

définitivement emporté à Nankin. Si l'on se souvient, toutefois, de la campagne menée depuis plusieurs années par Chang Kai Chek pour la répression et la destruction du communisme, une alliance russo-chinoise ne paraît pas vraisemblable. Mais le Japon reste le grand ennemi de Moscou, et il est naturel que les Soviets forment des vœux pour la victoire de la Chine. Aussi convient-il d'accorder toute son importance à la conclusion d'un pacte sino-soviétique de non-agression qui a été signé à Nankin, le 21 août, pour une durée de cinq ans. Ce pacte rappelle les engagements que les deux puissances ont mutuellement assumés lorsqu'elles ont adhéré au pacte de Paris de 1928 — pacte Briand-Kellogg de renonciation à la guerre — et confirme leur obligation de s'abstenir l'une contre l'autre de toute attaque, tant séparément qu'en commun avec une ou plusieurs autres puissances.

Ces stipulations ne sont évidemment pas nouvelles et elles n'ajoutent rien à ce qui existait déjà. Mais il est assez remarquable que la Chine ait tenu, dans les circonstances présentes, à signer un texte, même platonique, avec la Russie, alors que Chang Kai Chek s'était toujours montré opposé jusqu'ici à la conclusion d'un accord avec les Soviets. Sous la pression des événements et sans doute aussi des éléments les plus avancés de son entourage, il a été amené à modifier sa politique. Mais de là à envisager l'éventualité d'une intervention quelconque de l'Union soviétique il y a loin. La situation intérieure de la Russie ne lui permet pas de s'offrir le luxe d'une guerre, surtout en Extrême-Orient, alors qu'elle est déjà suffisamment préoccupée par le problème de sa sécurité occidentale.

ROBERT LAMBEL.

4 Septembre
1937

4 SEPTEMBRE 1937

LA REDDITION DE SANTANDER

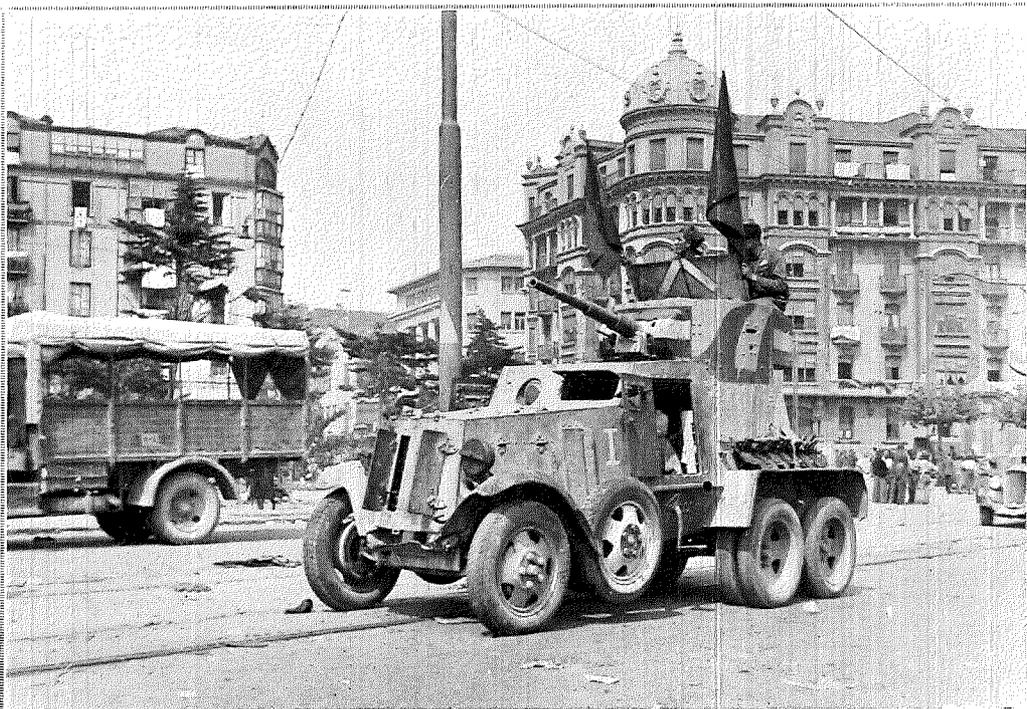
Le grand événement que le dernier numéro de *L'Illustration* laissait pressager s'est accompli : les troupes du général Franco ont fait, le 26 août, leur entrée dans Santander, dont la reddition s'est effectuée sans combat. La ville était devenue, depuis la prise de Bilbao, le principal centre de résistance des républicains dans le Nord de l'Espagne, où il ne subsiste plus désormais qu'une position importante des gouvernements à réduire : celle de Gijon.

L'offensive contre Santander avait commencé aussitôt après la chute de Bilbao. Elle avait dû être interrompue lors de la contre-offensive gouvernementale sur Brunete, mais elle avait repris bientôt à un rythme accéléré.

Les défenseurs de Santander s'attendaient à être attaqués le long de la côte, de l'est à l'ouest, sur la route Bilbao-Castro Urdiales-Laredo-Santander. Mais les troupes nationalistes opérèrent au contraire par le sud-ouest, fonçant vers la mer et menaçant ainsi de couper Santander des Asturies. Aussi, dès que les troupes du général Franco furent en vue de Torrelavega, ce fut dans les rangs gouvernementaux la panique. On ne cher-



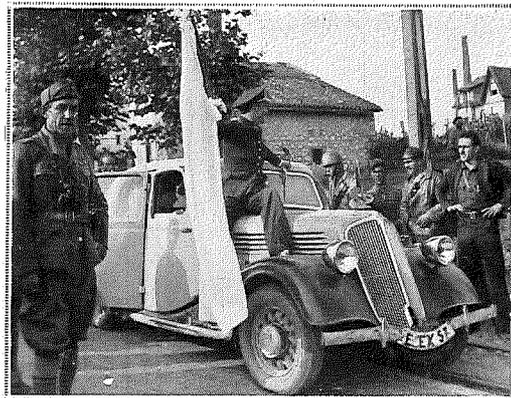
Le général Franco porté en triomphe par des légionnaires des « flèches noires » à la nouvelle de la prise de Santander.



L'arrivée des autos blindées.



Le défilé du premier contingent de « flèches noires » APRÈS LA PRISE DE SANTANDER



La voiture des parlementaires de Santander et leur drapeau blanc.

chait plus qu'à empêcher le plus longtemps les nationalistes de faire le court chemin qui séparait Torrelavega de la mer afin de permettre aux miliciens de se replier, avec leurs armes, vers les Asturies. Mais cette résistance locale ne put durer elle-même que quelques heures. Dès le 24 août au soir, la trappe s'était refermée sur plusieurs milliers de combattants à qui il ne restait plus d'autre possibilité de fuite que les quelques embarcations qu'il y avait encore dans le port.

C'est alors que l'on put assister à un événement significatif. Sentant le désarroi des miliciens extrémistes, dont beaucoup de chefs s'étaient embarqués à destination de Bayonne à bord d'un navire de guerre étranger, constatant que ceux qui restaient n'étaient plus assez nombreux pour faire la loi dans la ville, la population de Santander se souleva. La garde civile, la police, les carabiniers ainsi que beaucoup de miliciens originaires de la province ou du pays basque et qui semblaient être trop heureux de se débarrasser de leurs alliés compromettants des Asturies se joignirent à elle. Le drapeau nationaliste fut hissé sur les édifices publics. Quelques chefs extrémistes qui voulaient s'opposer au mouvement populaire furent passés par les armes. En quelques heures la réaction était maîtresse de la situation. Courant alors vers les lignes nationalistes, la foule vint annoncer aux troupes du général Franco que la ville les attendait et, le lendemain, les brigades navarraises et les bataillons de légionnaires faisaient à Santander une entrée triomphale, au milieu de grandes manifestations d'enthousiasme.

La victoire de Santander a certainement eu une répercussion profonde sur le moral des dirigeants gouvernementaux, d'autant qu'elle s'est produite à un moment où la situation politique est loin d'être claire à Valence. Elle a aussi une autre signification. C'est la première fois que les nationalistes sont parvenus, grâce à la rapidité de leur avance, à cerner entièrement une grande ville. C'est la première fois, par conséquent, que les éléments extrémistes n'ont pu forcer la population civile à les suivre plus loin. Cette population, libre de sa décision, s'est prononcée alors presque unanimement pour la cause nationaliste.

La prise de la province de Santander procure au général Franco des avantages considérables. D'une part, du point de vue militaire, et même elle veut continuer ses opérations offensives dans le Nord jusqu'à l'élimination complète de la résistance gouvernementale dans les Asturies, elle lui permet d'ores et déjà de libérer plusieurs dizaines de milliers d'hommes aguerris qu'il pourra employer

4 Septembre 1937



La population de Santander faisant la queue pour recevoir les vivres distribués par les autorités nationalistes.

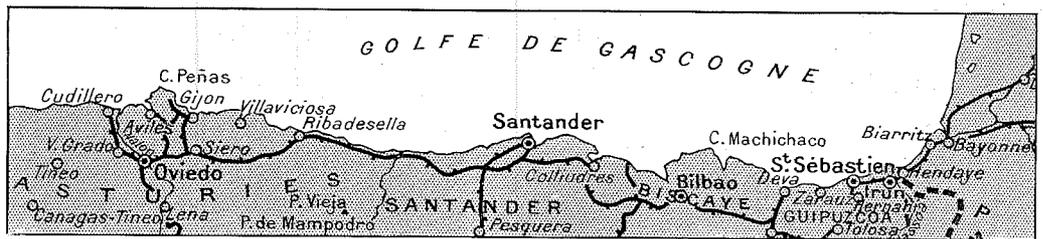
utilement sur d'autres fronts. D'autre part, elle augmente considérablement la richesse économique de la zone nationaliste. Santander est la onzième ville d'Espagne. Elle produit presque tout le zinc du pays, à peu près tout le sel, beaucoup de pyrites, de grosses quantités de produits chimiques. La province est riche en bois, surtout en bois de chêne (elle est la troisième province forestière d'Espagne), riche également en bétail et en cultures et fournit en abondance le poisson.

Ainsi, sur les cinquante capitales des provinces espagnoles, trente-cinq sont actuellement au pouvoir des nationalistes et quinze au pouvoir des gouvernementaux. Ces derniers, d'ailleurs, occupent seulement onze provinces dans leur totalité, car une grande partie des provinces de Cuenca, Guadalajara, Madrid et Jaen est entre les mains des nationalistes. La superficie de l'Espagne est de 520.504 kilomètres carrés, dont 64 %, avec 15 millions d'habitants, se trouvent en Espagne « franquiste » et 36 %, avec 7 millions d'habitants, en zone gouvernementale.

Cependant, tandis que le général Franco remportait la victoire de Santander, une puissante

offensive était déclenchée ailleurs par les gouvernementaux : sur le front d'Aragon, avec Saragosse comme objectif. Elle a débuté le 24 août, intéres-

coupées et que les troupes gouvernementales progressaient sur presque tous les points. Mais les communiqués de Salamanque ont démenti ces



La côte cantabrique, de la frontière française à Gijón.

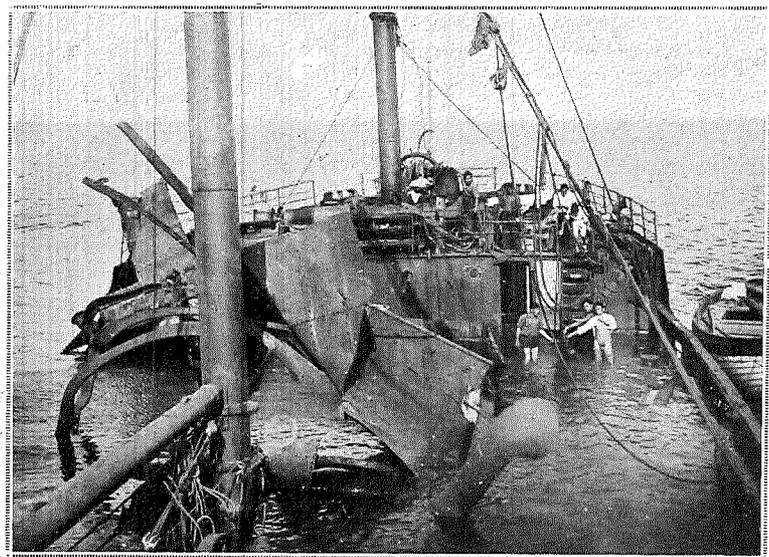
sant un large secteur s'étendant de Tardienta, au sud-ouest de Huesca, à Belchite, au sud-est de Saragosse. Les combats ont été très violents. Les communiqués de Valence ont annoncé que le front ennemi avait été rompu, que les communications entre Huesca et Saragosse étaient complètement

nouvelles. Tout en reconnaissant la pression ennemie avait été très forte, ils affirment qu'elle a été rapidement contenue, que des contre-attaques ont repris le terrain perdu et souvent même rejeté les assaillants en deçà de leurs positions de départ. — R. L.



Deux chalutiers espagnols chargés de réfugiés de Santander accostés aux quais de Bordeaux.

Photographies Keystone.



L'épave de l'Armura coulé par un sous-marin dans les Dardanelles.



Une délégation des « Jeunes allemandes » sur la tombe du Soldat inconnu.

LES « JEUNESSES ALLEMANDES » A PARIS

Une délégation des « Jeunes allemandes », dont les quarante-deux chefs présents étaient officiellement mandatés par les 7 millions de jeunes gens et de jeunes filles affiliés à leur groupement, est venue à Paris, à la fin de la semaine dernière, pour visiter l'Exposition. Le fait, en lui-même, serait banal. Ce qui ne l'a pas été, ce sont les manifestations qui ont accompagné cette visite. Les jeunes hitlériens ont été reçus par le comité France-Allemagne, par diverses associations d'anciens combattants français et par les « jeunes » de la région parisienne, en présence de l'ambassadeur du Reich et des représentants du ministre des Affaires étrangères français et de la municipalité de Paris. Ils sont allés, à l'Arc de Triomphe, déposer des fleurs sur le tombeau du Soldat inconnu. Des discours chaleureux ont été prononcés de part et d'autre, exprimant en termes vibrants l'estime mutuelle des adversaires d'hier, unis aujourd'hui dans un même idéal de réconciliation et de paix entre les nations. « Notre premier devoir, en rentrant en Allemagne, déclara l'un de leurs orateurs, sera de dire à M. Baldur von Schirac, chef de la Jeunesse allemande, quel accueil nous avons reçu et de le prier d'en faire part au Führer. » Puissent ces paroles n'être pas que des paroles ! Avant de quitter la France, les jeunes Allemands, sur la voie du retour, ont fait un pèlerinage à Verdun, sur le théâtre des plus sanglantes batailles de la grande guerre.

POLITIQUE ET DIPLOMATIE

LE SOUVENIR DE LA REINE ASTRID

Le deuxième anniversaire de la mort tragique de la reine Astrid a été célébré avec ferveur dans toute la Belgique, le 29 août. Partout les fleurs s'étaient amoncelées au pied des monuments élevés à sa mémoire. A Bruxelles, la foule a défilé sans arrêt dans la crypte de Laeken, devant son tombeau. Des centaines d'enfants ont signé un registre ouvert au palais. La France s'est associée à cette commémoration. A la chapelle des Invalides, une messe a été dite, en présence de l'ambassadeur de Belgique. Les délégations se sont ensuite rendues place de la Reine-Astrid, devant le monument de l'amitié franco-belge, où une allocution a été prononcée par M. Sotty, président de la Croix-Rouge franco-belge. De même, à Kussnacht, une cérémonie analogue s'était déroulée, à laquelle assistaient le ministre de Belgique à Berne, M. d'Ursel, et de nombreuses personnalités belges et suisses.

LA CONFÉRENCE DE LA PETITE-ENTENTE

Les 30 et 31 août s'est tenu, à Sinaïa, sous la présidence de M. Antonesco, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, le conseil permanent de la Petite-Entente qui réunit, comme l'on sait, d'une façon périodique, les ministres des Affaires étrangères des trois pays participant à ce groupement. Cette réunion, qui a eu lieu à un moment où la situation internationale est particulièrement

confuse et où deux conflits armés, en Espagne et en Extrême-Orient, menacent gravement la paix, a été l'occasion d'un vaste tour d'horizon où tous les problèmes de l'heure ont été évoqués. M. Krofta, représentant de la Tchécoslovaquie, a exposé en détail à ses collègues le différend survenu entre son pays et le Portugal et il a reçu l'assurance que la Roumanie et la Yougoslavie approuvaient entièrement l'attitude de Prague. En ce qui concerne le réarmement de la Hongrie, la Petite-Entente est toujours prête à un accord, mais elle n'admettra jamais la dénonciation unilatérale des traités de paix. Pour ce qui est de la reconnaissance de la conquête italienne de l'Ethiopie, elle y est favorable en principe, mais ne prendra point d'initiative à ce sujet et se contentera de suivre l'action de la France et de la Grande-Bretagne, en appliquant les décisions de la Société des Nations. La reconstitution économique de l'Europe centrale, et plus spécialement du bassin danubien, a été évoquée dans l'esprit du plan présenté par M. Hodza, président du gouvernement tchécoslovaque, qui prévoit une collaboration étroite entre les trois Etats de la Petite-Entente, l'Autriche et la Hongrie. D'autre part, M. Antonesco a entretenu ses collègues du récent voyage du roi Carol à Paris et à Londres et des résultats de ses entretiens avec les hommes d'Etat français et britanniques. Une fois de plus les nations de la Petite-Entente ont affirmé leur solidarité et leur entière communauté de vues. Cette formule a souvent servi à masquer des divergences assez profondes existant entre leurs conceptions respectives, mais il semble que, cette fois, devant la gravité des circonstances extérieures, la Petite-Entente ait retrouvé une homogénéité réelle, dont on pouvait craindre, il y a quelques mois, qu'elle ne s'effritât. — R. L.

LA MÈRE DU PRÉSIDENT ROOSEVELT EN FRANCE

La mère du président Roosevelt, qui, bien qu'elle soit octogénaire, conserve une merveilleuse activité intellectuelle et physique, a tenu elle aussi à visiter l'Exposition, et elle a été l'objet, à Paris, du plus déférent accueil. Un déjeuner a été donné en son honneur à la présidence du Conseil par M. Camille Chautemps. Plusieurs membres du gouvernement, MM. Léon Blum, Georges Bonnet, François de Tessan, y assistaient, ainsi que M. William Bullitt, ambassadeur des Etats-Unis à Paris. Et ce fut avec une surprise charmante que les convives entendirent M^{me} Roosevelt évoquer les souvenirs de la première Exposition universelle qu'elle avait vue chez nous : celle de 1867. Elle avait alors une douzaine d'années environ, son père se rendait en Chine et sa famille s'était installée pour toute une année dans un appartement de l'avenue de l'Impératrice, qui est devenue depuis l'avenue du Bois, puis l'avenue Foch. De ses fenêtres, M^{me} Roosevelt, encore enfant, regardait passer, dans de somptueuses voitures attelées à la Daumont et conduites par des postillons, Napoléon III, l'impératrice Eugénie et le petit prince impérial...

UN HOMME D'ÉTAT MILLIARDAIRE

On a appris, le 27 août, la mort de l'ancien ministre du Trésor américain, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Londres, Andrew W. Mellon, décédé à Southampton, dans l'Etat de New York, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Son rôle politique avait commencé en 1921 lorsque le président Harding, arrivant à la Maison Blanche, lui confia le portefeuille du Trésor, qu'il conserva sous les présidences Coolidge et Hoover. Au début de 1932, il avait été nommé ambassadeur à Londres, en remplacement du général Dawes, mais il démissionnait l'année suivante. Il aura été sans doute le plus riche de tous les politiciens du monde. De 1920 à 1924, son nom s'inscrivit même en tête de la liste officiellement publiée, en Amérique, des assujettis à l'impôt sur le revenu, pour une fortune évaluée à 7 ou 8 milliards. A la sortie de l'Université de Pittsburg, à l'âge de dix-huit ans, il avait débuté dans la banque, et quelques années plus tard il dirigeait un énorme trust bancaire, intéressé à de grosses entreprises industrielles de fer et de charbon. Il avait groupé sous son contrôle toute la production de l'aluminium, fondait, en Pennsylvanie, la ville de Denora, construisait des navires, rivalisait avec les plus grandes compagnies pétrolières. La Mellon National Bank, qu'il avait créée, est l'une des plus considérables des Etats-Unis. Ses dernières années furent pourtant attristées par ses démêlés avec le fisc. Lui qui, en sa qualité de ministre du Trésor, avait abaissé le taux de l'income tax se vit réclamer, en 1933, une somme de 32 millions de dollars, dont il aurait frustré l'Etat en tant que contribuable, et, malgré l'âpreté de sa défense, il dut payer. Il se consola de ses déboires dans la jouissance des trésors d'art qu'il avait accumulés au cours de toute son existence et qui faisaient la parure de son hôtel de Woodland Road, à Pittsburg, ou de celui de Massachusetts Avenue, à Washington. Sa galerie de tableaux était unique au monde et il l'a léguée au gouvernement.



Andrew W. Mellon.

LE COMMANDANT POLLACCHI

L'Illustration vient d'être douloureusement éprouvée par la mort d'un de ses plus zélés collaborateurs, le commandant Paul Pollacchi, chef de ses services de cartographie, subitement décédé le 27 août, le jour même où, revenant de vacances, il s'appropriait à reprendre ses occupations. Né à Cervione, en Corse, le 23 août 1862, il avait participé pendant trois ans, comme jeune officier, aux levés de la carte d'Algérie, puis il avait été appelé au Service géographique de l'armée, où



il dirigea successivement les départements de la gravure et de la cartographie étrangère. Peu avant la guerre, il avait pris sa retraite et était entré à L'Illustration. La mobilisation le rappela au Service géographique, où il assura la direction de la cartographie étrangère, dont la tâche se révéla si importante lorsqu'il s'est agi d'approvisionner de cartes les troupes combattant hors de la métropole. Le commandant Pollacchi était l'auteur de plusieurs ouvrages techniques, notamment en ce qui concerne la lecture des cartes étrangères de tous les pays. On lui doit aussi, parmi les albums édités par L'Illustration, un Atlas de la France et un Atlas colonial, œuvre considérable qui lui avait demandé plusieurs années d'études et qui avait été honorée du Prix de géographie de l'Académie des sciences, de la Médaille d'or de la Société de géographie et de la Médaille d'or de la Ligue maritime et coloniale. Il était officier de la Légion d'honneur.